

Publié le 6 Juillet 2016 - Mis à jour le 6 Juillet 2016

Bombe ou pompier ?

L'Arabie Saoudite frappée par les attentats : 15 ans après le 11 septembre, le royaume wahhabite est-il le problème ou la solution au terrorisme ?



La ville de Jeddah, en Arabie Saoudite, a été frappée par un attentat.

Ce lundi, l'Arabie Saoudite a été frappée par une vague d'attentats. Si le royaume saoudien a un positionnement ambigu vis-à-vis de la violence fondamentaliste depuis une trentaine d'années, l'échec de sa politique régionale depuis les printemps arabes et son statut de cible prioritaire aux yeux de l'Etat islamique pourraient le pousser à mettre fin aux diverses formes d'instrumentalisation et de connivence que certains responsables entretiennent avec les mouvances djihadistes.



Avec [Roland Lombardi](#)
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Alain Chouet](#)
[Voir la bio en entier](#)

trois villes d'Arabie Saoudite, dont la ville sainte de Médine. Bien que l'Etat Islamique n'ait pas (encore ?) revendiqué cette vague d'attentats, le mode opératoire des attaques rappelle celui du groupe djihadiste. Dans quelle mesure l'Arabie Saoudite a-t-elle entretenu (ou entretient-elle) un rapport ambigu aux mouvances djihadistes (et lesquelles) ? A quels objectifs (intérieurs et extérieurs) cette ambivalence répond-elle ? 15 ans après les attentats du 11 septembre, et alors que les services de renseignement américains songent à déclassifier un rapport datant de 2003 qui évoquerait l'implication de l'Arabie saoudite dans ces attentats, comment cette ambivalence saoudienne a-t-elle évolué ?

Roland Lombardi : Pour comprendre les rapports ambigus, comme vous dites, entre l'Arabie saoudite et les mouvances djihadistes, il faut faire rapidement un peu d'histoire et revenir sur l'origine du wahhabisme.

Car en effet, le wahhabisme est un mouvement politico-religieux saoudien qui doit son nom à un prédicateur et théologien arabe du XVIII^e siècle, Mohammed ben Abdelwahhab, né en 1703 et mort en 1792. Ce dernier lança un mouvement religieux réformiste basé sur une approche ultra rigoriste de l'islam et s'allia alors avec un puissant chef de tribu, Mohammed Ibn Saoud (l'ancêtre de la dynastie régnante actuelle en Arabie), lui promettant une obéissance politique, en échange de son aide et son soutien afin d'asseoir son autorité politique et donc spirituelle sur toute la péninsule arabique. Cette alliance politico-religieuse entre les adeptes d'Abdelwahhab et la maison des Saoud a traversé les siècles jusqu'à nos jours. Aujourd'hui, les enseignements d'Abdelwahhab sont toujours parrainés par l'État saoudien et sont considérés comme la forme officielle de l'islam "sunnite" en Arabie saoudite. Le wahhabisme est alors souvent qualifié de marque saoudienne du salafisme (du terme arabe *salaf*, "ancien" ou "ancêtre", se référant ainsi aux premiers compagnons du Prophète et aux sources de l'islam), un mouvement pourtant d'origine différente, très divers et composite mais avec lequel il a en quelque sorte fusionné depuis les années 1960.

A partir des années 1970, le wahhabisme saoudien s'est internationalisé grâce à la puissance financière que lui procurait la manne pétrolière.

Ainsi, les Saoudiens ont financé tous les mouvements salafistes à travers le monde et on se rappelle tous du rôle de l'Arabie saoudite dans la guerre d'Afghanistan lorsqu'elle finançait et soutenait (avec les Américains et les Pakistanais) les moudjahidines (cf. Oussama Ben Laden) contre les Soviétiques, puis plus tard, à partir de 1994, les Talibans avec qui elle partage le même corpus politico-religieux du wahhabisme... Dans les années 1990, Riyad a été très influente dans les guerres des Balkans puis dans les troubles du Caucase. C'est d'ailleurs à partir de 1990 que Moscou interdit le wahhabisme sur son sol et en expulse les imams d'origine ou sous influences saoudiennes...

Le 11 septembre 2001 fut un électrochoc pour le monde et surtout pour les Américains. On se souvient encore des polémiques au sujet des liens entre la famille Bush et de grandes familles saoudiennes. D'autant plus que sur les 19 terroristes du 11 septembre, 15 étaient des citoyens saoudiens ! A l'époque, certains conseillers géopolitiques américains avaient même dénoncé le rôle ambigu de l'Arabie saoudite avec al-Qaïda et souhaitaient mettre un terme au "Pacte du Quincy" (protection du royaume des Saoud par les Etats-Unis à partir de 1945) pour se tourner, déjà, vers l'Iran. Ils n'ont pas été écoutés et on connaît la suite...

Aujourd'hui, sans oublier aussi le rôle des Frères musulmans, d'aucuns accusent le wahhabisme d'être la matrice idéologique de l'islam radical et d'être une source du terrorisme mondial. De fait, c'est avec leurs pétrodollars que l'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe ont pu s'offrir des allégeances et des influences, à la fois diplomatiques et religieuses, à travers la planète. Lorsqu'il fallait "muscler" ces influences, financer et soutenir des milices islamistes voire des groupes terroristes, fut alors la solution.

Mais ces financements ont toujours été le fait, la plupart du temps, moins de l'Etat ou du gouvernement saoudien que de fondations ou d'organisations privées originaires du pays mais aussi de riches et puissants particuliers.

Et c'est là tout le problème. Si le roi actuel et ses proches semblent sincères quant à lutter contre Daesh par

exemple, le monstre qu'ils ont pourtant indirectement aidé à créer, il en n'est sûrement pas de même pour une partie de la population ou pire, pour certains princes ou proches de la sphère du pouvoir...

Alain Chouet : Il est d'abord intéressant de noter que l'EI est toujours prompt à revendiquer les actions menées en son nom ou pour son compte. On l'a vu ces derniers jours à Orlando, Dacca ou Baghdad. Or, ni les attentats de lundi en Arabie, ni l'attentat de la semaine dernière à l'aéroport d'Istanbul n'ont été revendiqués par l'organisation de Baghdadi. C'est une situation qui ouvre la porte à d'autres hypothèses ou qui peut amener à s'interroger sur le fonctionnement actuel de la chaîne de commandement de l'organisation djihadiste.

Ce n'est plus un secret pour personne : **l'Arabie entretient une relation plus qu'ambiguë avec les mouvements djihadistes et c'est une situation qui dure depuis une trentaine d'années**, l'Arabie ayant plus ou moins maladroitement essayé d'instrumentaliser la violence fondamentaliste contre l'URSS jusqu'à la fin de la Guerre froide, contre l'influence de l'Iran islamique après 1990 et enfin contre les "dérives" démocratiques dans les pays musulmans à partir de 2011.

Les diverses formes d'instrumentalisation et de connivence que certains responsables saoudiens entretiennent avec les mouvances djihadistes obéissent aujourd'hui au souci de ne pas laisser à l'Iran un espace d'influence politique au Moyen-Orient dans des pays où existent d'importantes communautés chiites (Irak, Syrie, Liban, Yémen, Bahraïn) ainsi que dans d'autres pays – en particulier en Afrique - où l'islam est mal "fixé". **Ces complicités correspondent également au souci de la famille régnante de ne pas être débordée sur son propre sol par plus fondamentaliste qu'elle.**

Comme toute politique ambiguë, elle finit bien sûr par se retourner contre ses auteurs et produire l'effet inverse de celui qui était recherché. **C'est d'ailleurs la troisième fois en deux siècles (déjà en 1800 et en 1919...) que la famille Saoud se trouve dépassée et contestée par les nervis djihadistes qu'elle pousse devant elle pour essayer d'établir ou de conserver son pouvoir.** C'est ce qui avait conduit le cabinet du feu roi Abdallah à interrompre à l'été 2013 toute forme de financement public à des organisations djihadistes et salafistes. Ce qui n'a jamais empêché des financements privés beaucoup moins importants. **Cette interruption se poursuit mais la position de l'actuel monarque et surtout de certains des princes ministres est redevenue très ambiguë sur ce sujet.**

Quel infléchissement la nouvelle génération saoudienne au pouvoir (Mohammed ben Nayef, ministre de l'Intérieur et Mohammed ben Salmane, ministre de la Défense notamment) pourrait-elle apporter à la politique anti-terroriste du Royaume ?

Alain Chouet : Ces deux "jeunes" ministres appartiennent à une branche de la famille royale saoudienne qui s'est toujours montrée la plus agressive à l'égard de la montée en puissance iranienne, la plus crispée sur les privilèges de la famille régnante, la plus hostile à toute forme d'ouverture et de démocratisation de la vie publique du pays, la plus prompte à soutenir partout le salafisme politique. Il y a peu de chances, s'ils n'y sont pas contraints de l'extérieur, qu'ils entreprennent une inflexion majeure de la politique du pays en ce qui concerne la violence djihadiste.

Roland Lombardi : Depuis 2014, l'Arabie saoudite fait partie de la coalition internationale anti-EI conduite par les Etats-Unis. Fin 2015, elle a même mis sur pied sa propre coalition islamique contre le terrorisme. Ainsi, le roi, mais surtout son fils, Mohammed ben Salman, ainsi que Mohammed ben Nayef, "l'homme fort du royaume", ont déjà fait le choix, de mettre toute leur énergie dans la lutte anti-terroriste, notamment pour revenir en odeur de sainteté auprès de Washington et de son futur président à partir de 2017. Mais ils le font d'abord pour leurs intérêts propres afin tout simplement de protéger leur pouvoir et assurer la survie du royaume. Outre le retour au bercail des centaines de citoyens les plus radicaux qu'ils avaient envoyés sur tous les théâtres de conflits de la région, le véritable danger pour eux est le millier de princes puissants et influents du royaume dont certains financent encore des groupes islamistes et qui souhaitent par dessus tout les déstabiliser sinon plus...

Huit ans après l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche et alors que

les relations américano-saoudiennes se sont distendues, quels résultats la vague d'attentats de ce lundi pourrait-elle produire sur l'ambivalence du Royaume vis-à-vis des groupes terroristes ? Et sur son implication aux côtés des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI ?

Roland Lombardi : L'implication du Royaume saoudien aux côtés des Etats-Unis dans la lutte contre l'Etat islamique est incontournable voire nécessaire. Pour la bonne et simple raison, comme on l'a vu, que les Saoudiens connaissent très bien tous ces groupes radicaux... Mais pour en venir réellement à bout, il faudrait aussi que l'ambivalence américaine dans ce domaine cesse. N'oublions pas qu'il y a encore, à Washington, d'importants désaccords entre, par exemple, certains responsables de la CIA (qui misent encore sur des groupes islamistes) et certains généraux du Pentagone (qui souhaitent sincèrement et une bonne fois pour toute combattre l'islam politique).

Du côté saoudien, ce sont moins ces derniers attentats que la situation politique et géopolitique actuelle du royaume qui mettront fin à l'ambivalence de l'Arabie saoudite ou du moins de certains de ses responsables. Pour comprendre par exemple les raisons profondes des choix du roi Salman, il faut relire ma dernière analyse, "[L'Arabie saoudite, un tigre de papier ?](#)", écrite quelques semaines avant même les attentats.

L'Arabie saoudite, mais aussi la Turquie, sont actuellement les "deux hommes malades" du Moyen-Orient. A trop jouer avec le feu, ils sont à présent victimes d'un retour de flamme pourtant prévisible. Les plans régionaux de Riyad (comme d'Ankara d'ailleurs) et sa politique de soutien aux islamistes depuis les fameux printemps arabes sont un échec. Son intervention au Yémen est un fiasco. Par ailleurs, les Etats-Unis semblent vouloir se rapprocher de la République islamique d'Iran qui revient sur le devant de la scène régionale et internationale et qui, elle, au moins, paraît "tenir tout son monde". La Russie est devenue incontournable. Le petit Qatar est sorti du jeu et n'aspirent plus qu'à redorer son blason auprès des Occidentaux et préparer tranquillement sa Coupe du monde de football de 2022. Quant à la Turquie, on l'a vu ces dernières semaines, elle en revient de sa politique régionale et veut dès lors se rabibocher avec Israël et la Russie. Critiqué au sein même de la Ligue arabe et de l'OPEP, le royaume saoudien est donc aujourd'hui isolé diplomatiquement et toujours menacé par Daesh. Avec de fortes tensions politiques internes ainsi qu'une rente et des réserves pétrolières beaucoup plus modestes que par le passé, les Saoud n'ont plus les moyens de leurs ambitions.

Alain Chouet : L'implication de l'Arabie dans la lutte contre l'EI est purement cosmétique et s'est bornée à quelques actions restreintes. L'appareil militaire saoudien est actuellement prioritairement tourné contre les communautés chiites du Yémen et de Bahreïn. Quant à l'impact des récents attentats, il faudrait d'abord savoir avec certitude qui en sont les auteurs. En tout état de cause, l'Arabie a été la première victime de la transition vers le terrorisme international des "Arabes afghans" d'Al-Qaïda dans les années 1998-2001. Et cela n'a strictement rien changé aux rapports de connivence entretenus par les services saoudiens et certains princes de la famille royale avec la mouvance djihadiste fondamentaliste.

L'Arabie Saoudite, gardienne des lieux saints de l'islam, est-elle une cible de premier plan pour le groupe EI ? Quelle est la portée symbolique de ce triple attentat ? Alors que la guerre au Yémen constitue la priorité des autorités saoudiennes, quel pourrait être l'impact de cette vague d'attentats sur la politique intérieure et les objectifs stratégiques du Royaume ?

Alain Chouet : Chose peu connue en Occident mais bien connue dans le monde musulman, la famille Saoud n'est pas la gardienne légitime des lieux saints. Elle en a usurpé la garde par la violence en 1926 aux dépens de la famille Hashémite (dont le dernier héritier est l'actuel roi de Jordanie) qui était une branche de la famille du Prophète. Et c'est en particulier pour faire oublier cette usurpation que la famille Saoud a été obligée de passer une sorte d'alliance du sabre et du goupillon avec les Oulémas de La Mecque qui sont les plus fondamentalistes du monde musulman et ne tolèrent aucune autre forme de la religion que le wahhabisme, version la plus rétrograde de la lecture du message divin. Et comme la famille récusé par avance toute forme d'expression politique pluraliste, vaguement tolérante ou timidement libérale, elle ne laisse la place qu'à une contestation plus fondamentaliste que sa propre pratique de l'autorité. C'était le cas d'Al-Qaïda hier, c'est le cas de l'Etat

Islamique et de ses affidés aujourd'hui.

Mais la famille Saoud est prise au piège de sa propre politique. Elle ne peut ouvrir la porte à une libéralisation de sa vie publique qui risquerait de se traduire par un "printemps" local balayant son pouvoir tant les tensions internes se sont accumulées depuis cinquante ans. Elle ne peut laisser le champ libre à l'Iran dans la région car ce pays de 80 millions d'habitants au potentiel énorme s'imposerait à tout son voisinage. Elle ne peut à la fois soutenir et contenir les "armées djihadistes" qu'elle a suscitées pour se prémunir des dangers locaux et régionaux. Pour se sortir de ces contradictions, la famille Saoud en est réduite à solliciter, voire mendier, des soutiens extérieurs : la protection des Etats-Unis (théoriquement acquise par traité jusqu'en 2065), l'alliance turque, la complicité pakistanaise, la fragile alliance égyptienne, les connivences avec Israël, la complaisance française, etc. Mais ce sont autant de soutiens fragiles et certainement pas désintéressés...

Roland Lombardi : Ce sont d'abord les Saoud, considérés littéralement comme des traîtres, qui sont les principales cibles. À l'inverse des dynasties chérifienne du Maroc et hachémite de Jordanie, la dynastie wahhabite n'est pas descendante du Prophète. D'autant plus que l'image des Saoud a depuis été fortement ternie.

Dans les années 2000, le royaume avait déjà subi des attentats d'al-Qaïda. En janvier 2014, le poste-frontière saoudien de Souaïf, situé près de la ville d'Arar, avait déjà été attaqué. D'autres attaques ont suivi depuis.

Ces derniers mois, des réseaux djihadistes saoudiens ont été démantelés et une quarantaine d'activistes ont été froidement exécutés. Pour autant, cette féroce répression n'a pas empêché cette nouvelle série d'attentats.

Ainsi, lundi dernier, trois attaques-suicides ont été perpétrées dans le royaume, causant la mort d'au moins quatre agents de sécurité. La principale explosion s'est produite dans l'ouest du pays, près de la mosquée du prophète à Médine, le deuxième lieu le plus saint de l'islam. C'est la seconde fois qu'un site d'une telle importance est ciblé sur le sol saoudien, depuis 1979 et la prise d'otages de la mosquée de La Mecque par un groupe de fondamentalistes musulmans.

Quasi-simultanément, dans la province orientale, un autre attentat était commis près d'une mosquée de Qatif, la capitale de la minorité chiite du royaume (environ 10% de la population), sans faire de victimes. Enfin, un kamikaze s'est fait exploser non loin du consulat américain de Djedda, sur la mer Rouge, blessant légèrement deux gardes. Ces attentats, qui ont fait peu de victimes, n'ont pas été revendiqués, mais le *modus operandi* rappelle très bien celui de Daesh. Clairement, les terroristes visaient symboliquement par ces actes la légitimité discutée des Saoud en tant que gardiens des lieux saints, la communauté chiite et enfin, l'alliance avec le Satan américain.

Nous pouvons alors être certains que ces attaques conforteront Mohammed ben Salman et Mohammed ben Nayef dans leurs options stratégiques. Ils réagiront assurément avec une poigne de fer. Mais l'avenir du royaume demeure bien incertain et reste à savoir comment, et pour combien de temps, ils réussiront à préserver le trône des Saoud et surtout, la stabilité du pays...